

Cuba : La Révolution, la « Période Spéciale » et la dialectique de la mondialisation

José Koffi YOBOUE

Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

yobouekoffjose@gmail.com

Résumé : La perte des avantages tirés de la coopération avec le Comecon et le renforcement de l'*embargo* américain en 1992 (Loi Torricelli) et 1995 (Loi Helms-Burton), ont provoqué la «Période Spéciale». Au cours de la grande crise socioéconomique et politique que le pays continue de traverser, les ajustements structurels ont été faits par les autorités cubaines. Ils avaient pour but d'amortir les effets de la crise et de donner un nouveau souffle à l'économie nationale. Mais les mesures prises dans ce sens ont eu des conséquences sur les acquis sociaux de la Révolution. Malgré la cure d'austérité à laquelle les Cubains sont soumis, ils restent attachés à la Révolution. Quant aux autorités cubaines, elles s'activent à opérer les transformations structurelles susceptibles de relancer l'économie.

Mots clés : Cuba, Révolution, Période Spéciale, Mondialisation, transformations structurelles.

Abstract: The loss of benefits from cooperation with Comecon and the strengthening of the US embargo in 1992 (Torricelli Act) and 1995 (Helms-Burton Act) triggered the «Special Period». During the great socio-economic and political crisis that the country continues to undergo, the structural adjustments were made by the Cuban authorities. Their aim was to cushion the effects of the crisis and to breathe new life into the national economy. But the measures taken in this direction have had consequences for the social gains of the Revolution. Despite the austerity treatment to which the Cubans are subjected, they remain attached to the Revolution. As for the Cuban authorities, they are working to bring about the structural transformations likely to revive the economy.

Keywords: Cuba, Revolution, Special Period, Globalization, Structural Transformation.

Introduction

La «Période Spéciale» est un euphémisme employé par les autorités cubaines pour désigner la grande crise économique que le pays a traversée au début des années 90. Durant les trois premières décennies du gouvernement révolutionnaire, l'Union Soviétique et les pays du camp socialiste ont largement soutenu l'économie cubaine. Mais après la perte des avantages tirés de la coopération avec le Bloc de l'Est et l'adoption des Lois Torricelli et Helms-Burton par les Etats-Unis, le pays est entré dans une des pires crises économiques de son histoire. Comme stratégie de subsistance, les transformations économiques nécessaires pour éviter la banqueroute et les décisions politiques susceptibles de consolider le socialisme ont été adoptées. En clair, il a été exigé l'amélioration de la compétitivité économique à travers un ajustement structurel. Les mesures prises dans ce sens ont eu des conséquences sur les acquis sociaux de la Révolution.

En choisissant de traiter le thème de la « Période Spéciale en temps de paix », nous avons à cœur d'expliquer comment les Cubains ont préservé l'essentiel des acquis de la Révolution dans un contexte socioéconomique difficile. Il nous importe aussi de comprendre les éventuelles mutations que la Révolution pourrait connaître eu égard à l'ouverture progressive du pays aux entreprises étrangères. Un questionnement préalable nous permettra d'organiser notre réflexion autour d'un problème et des questions de recherche.

La Révolution a tiré sa force des acquis sociaux comme la santé, l'éducation et la culture pour tous. Mais à cause des mesures d'austérité imposées par les différentes crises auxquelles le pays continue de faire face, ces avantages risquent d'être remis en cause. Cette situation pose le problème de la survie de la Révolution. La curiosité scientifique nous a inspiré les questions de recherche ci-après. La Révolution va-t-elle reculer, avancer ou se transformer ?

La Révolution cubaine va connaître des mutations certaines. De cette affirmation découlent trois hypothèses spécifiques. Les Cubains ont pris des décisions draconiennes sous la contrainte des pesanteurs extérieures. Ils restent attachés à la Révolution parce qu'ils bénéficient de meilleurs services sociaux. Enfin, la Révolution pourrait connaître des transformations dans les années à venir eu égard à l'ouverture progressive de l'économie au marché international.

L'objectif général de ce travail est de comprendre les mécanismes sociopolitique et économique ayant permis au peuple cubain de sauvegarder la Révolution. La précision exige que nous indiquions les objectifs spécifiques. Regroupés en trois points, ils visent primo à

comprendre comment les Cubains ont pu sauver la Révolution malgré les difficultés socioéconomique du début de l'année 1990. Secundo, étudier les contradictions et mutations sociopolitique, économique et culturelle de la société cubaine depuis l'ouverture de la Période Spéciale. Tercio, examiner et comprendre le devenir de la Révolution à long terme. L'étude de notre sujet requiert une approche analytique. C'est une méthode qui recommande l'analyse systématique de toutes les informations et les données récoltées (Rwigamba, 2001, p.34).

Notre étude s'articulera autour de trois grandes sections. Nous examinerons l'impact de la Période Spéciale sur les acquis sociaux, la réaction cubaine et les perspectives de la Révolution cubaine.

1 – La «Période Spéciale» et ses impacts

La «Période Spéciale» est intervenue après la perte des du Bloc de l'Est et le renforcement de l'*embargo*

1. 1 – Les répercussions de la dislocation du Comecon

Après la disparition du cadre de l'assistance mutuelle, l'approvisionnement en pétrole et en sous-produits pétroliers qui couvrait 90% des besoins énergétiques de l'île a connu une chute importante, (Mesa-Lago, 1991, p.497-530a). A cause de la raréfaction du pétrole, les usines de raffinement du sucre et les véhicules de transport ont baissé de régime. La réexportation de pétrole raffiné soviétique, principale source de devises fortes après le sucre, a été aussi affectée. L'interruption progressive des commandes en pièces de rechange, de fertilisants et de pesticides a considérablement réduit la capacité de production du pays. En plus, les sources de financement ont été rompues, l'intégration technologique arrêtée, les prix préférentiels supprimés et la stratégie de développement appliquée jusque-là effondrés.

Entre 1989 et 1991, les investissements intérieurs ont régressé de 43%, Plus de 600 projets d'investissement en cours de réalisation ont été interrompus (Mesa-Lago 1991, p.497-530b). Les fermetures à grande échelle dans l'industrie en général et dans le secteur minier en particulier furent nombreuses. Les transports terrestres étaient paralysés, l'approvisionnement en énergie réduit au strict minimum et les secteurs du commerce intérieur, de l'imprimerie et des loisirs ont connu une baisse d'activité. De plus, il y a eu l'interruption de la fourniture des biens de consommation (Mesa-Lago 1991, p.497-530c). Les contraintes du moment ont obligé

Cuba à opérer des changements économiques radicaux. Mais l'*embargo* ayant été renforcé par les Lois Torricelli et Helms-Burton, les difficultés se sont multipliées.

1. 2 – Les Lois Torricelli et Helms-Burton

En 1992 et 1995, le gouvernement américain a adopté respectivement les Loi Torricelli et Helms-Burton. La première interdisait aux filiales des compagnies nord-américaines implantées à l'étranger, de faire du commerce avec Cuba. Elle autorisait le Président américain à prendre des sanctions économiques contre les pays qui aideraient les entreprises visées, à contourner les interdictions. A cause de la Loi Torricelli, les entreprises maritimes opérant dans la région excluaient Cuba de leurs circuits commerciaux (Hernández, 2016a). Au cours de leurs traversées hebdomadaires, les bateaux de croisière ayant leur port d'attache en Floride évitaient les ports cubains à cause des restrictions liées au blocus, en particulier celles qu'imposait la loi Torricelli.

Depuis 1992, toute embarcation étrangère, quelle que soit sa provenance, est interdite d'entrer aux Etats-Unis si elle est passée auparavant par un port cubain. Il ne peut atteindre les côtes américaines qu'après six mois. L'inverse était frappé par les mêmes dispositions. La loi Torricelli prévoit également des sanctions pour les pays qui apportent une assistance à Cuba. Si un pays octroie de l'aide financière à l'île, les Etats-Unis diminuent leur aide à cette nation à hauteur du montant accordé.

A cause de toutes ces contraintes, Cuba payait un prix supérieur à celui du marché pour convaincre les transporteurs internationaux de livrer de la marchandise à l'île (Hernández, 2016b).

Le but de toutes ces mesures était d'affamer le peuple cubain à l'effet de créer les conditions d'un soulèvement populaire. Comme le soulèvement attendu n'est pas intervenu au bout de quelques années d'application, les sénateurs Jesse Helms et Dan Burton ont proposé la loi Helms–Burton.

Adoptée le 5 mars 1995, la Loi Helms-Burton prévoyait des mesures correctionnelles contre les entreprises de toutes nationalités qui oseraient faire du commerce ou investir dans l'île. Dans les faits, les organismes financiers multilatéraux ont fermé leurs portes à Cuba (Lopez, 2016a). L'une des dispositions majeures de la loi était que la décision de lever le blocus relevait exclusivement de la responsabilité du Congrès. La Loi Helms-Burton défend au président des Etats-Unis en exercice de modifier ou de supprimer les règles de l'*embargo* économique. Elle interdit à tout pays de vendre aux Etats-Unis des produits avec des composantes cubaines. La vente d'articles conçus avec de la matière première états-unienne

sur l'île est aussi prohibée (Lopez, 2016b). Les mesures américaines ont renforcé l'isolement du pays et affecté le marché du nickel, l'industrie du pétrole et des mines. L'application des Lois Torricelli et Helms-Burton a eu des conséquences sur le peuple cubain.

1. 3 – L'impact des Lois Torricelli et Helms-Burton

A cause des difficultés socioéconomiques provoquées par la cessation des aides soviétiques et des lois américaines de 1992 et 1995, plus de 30 000 personnes ont abandonné l'île pour se rendre aux Etats-Unis lorsque le gouvernement cubain a partiellement ouvert les frontières (Kaufman, 2003, p.704-778a). Les voyages se faisaient sur des embarcations de fortune (*las balsas*) et les risques de naufrage étaient grands. Par ailleurs, le gouvernement du Président Bill Clinton (1993–2001) a réduit le montant des transferts d'argent que les Cubains, exilés aux Etats-Unis, pouvaient envoyer à leurs familles restées sur l'île. Le pain quotidien de ces familles a été considérablement réduit.

De 7,8 % en 1996, le taux de croissance du PIB est tombé à 2,5 % en 1997. En 1998, le taux de croissance économique s'est situé en dessous de 1% (Kaufman, 2003, p.57-72b). Les opérateurs économiques comme CEMEX, multinationale mexicaine de la construction et STET, entreprise italienne des télécommunications ont fermé leurs portes sous la menace de la Loi Helms-Burton. Ces fermetures ont provoqué la crise des logements et les perturbations sur le réseau des télécommunications. Face à la multiplicité des difficultés, les autorités cubaines ont réagi.

2 – La réaction cubaine

Les autorités cubaines ont adopté des mesures d'austérité et ouvert l'économie aux investissements étrangers.

2. 1 – Les mesures d'austérité

Le gouvernement cubain a pris des mesures conservatoires pour faire face aux déséquilibres socio-économiques et les tensions sociales provoquées par les lois américaines. Au niveau de la politique interne, les autorités se sont attaquées à ceux qui accusaient le gouvernement d'être responsable de la situation. Aussi, les intellectuels accusés de trahison pour avoir réclamer la réforme du système politique et économique ont été sanctionnés. Les cibles étaient les centres académiques de La Havane qui avaient axé leurs réflexions sur la nécessité de réformer le système en vigueur. Le gouvernement a exigé des Forces Armées nationales et des forces de sécurité, y compris les officiers à la retraite, la «*Declaración de los*

Mambises del Siglo XX» (Johnson & Ferreira, 1996a). C'était une profession obligatoire de fidélité non seulement à la Révolution, au socialisme et au parti unique, mais aussi, une inconditionnelle loyauté à Fidel et Raul Castro.

Les travailleurs exerçant des activités génératrices de revenus à titre privé, les *Cuentapropistas*, ont été accusés de pratiques antisocialistes. Le contrôle de leurs activités s'est accru et les impôts sur leurs revenus ont été majorés. Les pressions exercées par le gouvernement ont fait passer le nombre des travailleurs indépendants de 210 000 à la fin de 1995 à 150 000 au milieu de l'année 1996 (Johnson & Ferreira, 1996b). Par ailleurs, de nouvelles lois fiscales sur les bénéfiques, les salaires, le travail indépendant et la taxe de vente sont entré en vigueur. Les dépenses de l'Etat ont été réduites, notamment les ressources allouées aux investissements publics. Les prix de certains produits non essentiels tels que l'alcool et le tabac ont été revus à la hausse. Certaines gratuités dans l'alimentation, le transport public, le logement, l'éducation et les soins de santé furent supprimées. Le prix de l'électricité pour les ménages à haute consommation a été majoré.

Pour avoir les devises nécessaires au financement de ses importations, l'Etat s'est engagé à capter celles, en grande quantité, qui circulaient sur le marché noir. Pour ce faire, il a dépenalisé la possession et la circulation des devises étrangères et ouvert un circuit de vente officiel de produits en devises. Par ailleurs, l'Etat a autorisé et facilité les envois d'argent de l'étranger par l'implantation d'un réseau de guichets automatiques relié au système bancaire international (Johnson & Ferreira, 1996c). Enfin, l'ouverture de comptes de banque en devises est permise.

Dans le secteur public, le poids de la bureaucratie et l'inefficacité des entreprises d'Etat ont conduit à la réorganisation et à la simplification de l'appareil central de l'Etat. Les organismes de l'Etat ont été restructurés et le nombre de ministères est passé de 50 à 32. Les entreprises d'Etat ont été décentralisées et une obligation de rentabilité leur a été imposée. Elles ont reçu l'ordre d'accroître leur productivité et d'exporter davantage. Les emplois publics ont été réduits de 15% et ceux improductifs supprimés (Johnson & Ferreira, 1996d).

Les fermes d'Etat improductives et déficitaires furent transformées en coopératives. Plus de la moitié des terres de l'Etat a été transférée en usufruit aux travailleurs. Tout en étant toujours assujetties à des *quotas* de production, les coopératives ont été autorisées à vendre leur surplus sur les marchés agricoles. En même temps, la culture des produits d'exportation a été stimulée en devises. Grâce à la réforme agraire, l'État a sensiblement réduit son déficit budgétaire tout en contribuant à éliminer les carences alimentaires (Johnson & Ferreira, 1996e). L'Etat cubain a aussi encouragé les investissements étrangers.

2. 2 – Les investissements étrangers

En 1995, le gouvernement a voté une loi autorisant les investissements étrangers dans tous les secteurs à l'exception de la santé, de l'éducation et de la défense. Il a donné des garanties contre la nationalisation et a accordé la possibilité de constituer des entreprises mixtes. Plusieurs sociétés mixtes se sont constituées dans les secteurs de l'exploitation du nickel, du pétrole, du tourisme, de la construction, de l'agriculture et des télécommunications. Le rapatriement de 100% des profits a été permis. Les entreprises déficitaires ont ouvert leurs portes au capital étranger (Lemoine, 2011, p.24a).

Des banques étrangères se sont installées à Cuba. Leur mission était de faciliter le commerce international et les relations avec les partenaires étrangers. Elles sont soumises à des vérifications comptables par des firmes internationales reconnues. De plus, une banque centrale cubaine a été créée. Enfin, des bureaux de change ont été ouverts. Parallèlement aux activités économiques légales, les circuits clandestins se sont développés (Lemoine, 2011, p.24b). Malgré les exigences de l'*embargo*, des entreprises et des banques étrangères ont pris le risque de traiter avec Cuba. Des entreprises canadiennes, françaises, espagnoles et suisses ont opéré clandestinement à Cuba. En 2004, la compagnie aérienne espagnole Iberia, l'Union des Banques Suisses (UBS), la Netherlands Caribbean Bank (NCB) ont été placées sur une liste noire par Washington à cause de leurs relations commerciales clandestines avec La Havane (Hernández, 2016a).

Entre 2004 et 2015, la Banque Nationale de Paris (BNP Paribas), le Crédit Agricole Français (CAF), la compagnie de navigation et de transports français (CMA CGM), Lactalis USA, filiale étasunienne du français, Groupe Lactalis (GL) et le tour-opérateur français ClubMed ont été sanctionnés par le Département d'Etat étasunien pour leurs activités clandestines à Cuba (Hernández, 2016b). En plus des services et activités industrielles clandestins, la contrebande organisée s'est développée. On trouve à La Havane, plusieurs gammes de produits "*made in USA*" : ordinateurs, téléphones portables, imprimantes, fax, machines à écrire. En outre, des biens de consommation sont achetés à des distributeurs au Canada, au Mexique, au Japon en Europe ou aux Etats-Unis par l'intermédiaire de sociétés panaméennes qui servent d'écran au gouvernement cubain.

Le vol régulier entre La Havane et Cancun est devenu un important pont aérien au service des trafiquants en tous genres. Sur cette ligne de vol assurée par la *Cubana de Aviación*, les "*encomenderos*", "*commissionnaires*", convoient pour le compte des Cubains restés sur place, des articles introuvables sur l'île: vêtements à la mode (bikinis et maillots,

accessoires de plage, sous-vêtements, lingerie fines, mini-jupes, *jeans*, polo, chaussures de marque Reebok, Adidas et Nike), médicaments (anti-inflammatoires, aspirines et viagra), articles multimédias (téléviseurs, magnétoscopes, cassettes vidéo, livres et CD ROM) (Tania Hernández, 2016c).

Quant aux Américains, ils sont de plus en plus nombreux à braver l'interdiction de leur gouvernement pour se rendre dans l'île. Plusieurs investisseurs venus des Etats-Unis s'implantent à Cuba par le biais de sociétés canadiennes. De grands groupes hôteliers américains et des poids lourds de l'industrie américaine comme Caterpillar, Coca-cola, IBM et Texaco mènent des activités économiques voilées à Cuba. Les mesures d'austérité et les activités économiques légales ou clandestines ont généré des avantages pour le pays.

2. 3 – Les avantages tirés des mesures de sortie de crise

Grâce aux exigences de la «Période Spéciale en temps de paix», tous les secteurs d'activité ont fonctionné sous l'autorité de l'Etat. Il a gardé le contrôle sur l'ouverture aux capitaux étrangers. Il est resté actionnaire majoritaire dans les entreprises mixtes et contrôle de près, les crédits et les entreprises étrangères accueillies dans les zones franches. Cette politique a empêché l'accumulation capitaliste privée.

Les budgets de fonctionnement de l'Etat, calculés en *pesos* non convertibles, sont restés à l'abri des fluctuations monétaires internationales. Le gouvernement a gardé le contrôle de l'essentiel du flux de devises. Il a mis en circulation, une monnaie spéciale, le *peso* convertible, aligné sur le dollar. Dans les *Tiendas Recaudadores de Divisas* (TRD), mises en place par le gouvernement, l'on peut acheter en devises ou en *pesos* convertibles, les marchandises les plus recherchées. Les contrôles étatiques sur l'économie ont permis d'assainir les finances de l'Etat (De La Peña, 2014).

Il y a eu un dégraissage massif dans l'industrie sucrière pendant la «Période Spéciale». Cette politique d'ajustement structurel a eu un caractère particulier. Les personnes touchées n'ont pas été mises au chômage. Elles ont été reclassées dans d'autres activités. Dans les autres secteurs, l'Etat a offert aux employés remerciés des cours de recyclage professionnel et l'équivalent de 60 % de leur salaire jusqu'à ce qu'ils trouvent un emploi (Martine, 2006a). L'idée de verser un salaire et d'offrir de la formation à ceux qui étaient licenciés, répondait au souci de préserver les acquis sociaux.

L'Etat a mis en place, un système qui lui permet de contrôler les salaires. Les salariés sont recrutés par un service d'embauche étatique et mis à la disposition des entreprises. Les

salaires exigés sont de niveau international. Ils sont payés en devises par l'entreprise au service d'embauche. Cette structure est chargée à son tour de rémunérer les travailleurs en *pesos* sur la base des niveaux de salaire cubains (Martine, 2006b). La différence est versée à l'Etat. Ce système a le double avantage d'apporter des ressources directes à l'Etat et de limiter l'inégalité de revenus entre les salariés des entreprises étrangères et ceux des entités publiques. Enfin, pour que les emplois dans les entreprises publiques restent attractifs, l'Etat s'active contre la dégradation des emplois, des salaires et des programmes sociaux. C'est l'une des conditions immédiates de survie pour une expérience socialiste (Martine, 2006c).

Les Cubains sont encouragés à se procurer des devises, par les *remesas* et les échanges avec les étrangers, devises qu'ils donnent aux agences de change de l'Etat en échange de *pesos* convertibles. L'Etat récupère ainsi la plus grande partie des devises en circulation et évite de faire la police contre le marché noir (Paranagua, 2011a). Le *peso* non convertible reste la monnaie d'usage pour les échanges courants, ce qui permet de maintenir à un bas niveau les prix des marchandises de première nécessité. Les contrôles étatiques ont permis de maintenir le bon niveau des services publics : éducation, santé, eau, gaz, électricité et *libreta* (Paranagua, 2011b).

Les niveaux d'éducation et de santé, en particulier des enfants, sont comparables ou supérieurs à ceux des pays riches. C'est une réussite exceptionnelle dans les Caraïbes et en Amérique Latine. Le bon niveau des prestations du système de santé cubain est demeuré un atout majeur pour le peuple. Le tourisme médical attire les étrangers fortunés grâce à la qualité des services médicaux. Les autorités cubaines ont pris des mesures conservatrices pour maintenir l'équilibre interne face aux difficultés imposées de l'extérieur. Pour assurer le bien-être de la population disent-elles, les autorités cubaines entendent miser sur plusieurs projets en perspective (Paranagua, 2011c).

3 – Les perspectives d'avenir pour cuba

Depuis la désagrégation du bloc de l'Est, l'on a observé partout des économies jadis fermées s'ouvrir à l'économie de marché. Mais à Cuba, les choses ne semblent pas bouger dans ce sens malgré les réformes de Fidel Castro en 1992 et 1995 et de Raul Castro depuis son accession au pouvoir. Face à cet "immobilisme", il y a lieu de s'interroger sur l'avenir. L'économie cubaine peut-elle demeurer en dehors de la mondialisation ? Si non, quelle voie va-t-elle prendre ? : le socialisme de Marché à la chinoise ou vietnamienne ou encore le libéralisme économique ? Qu'en sera-t-il des acquis de la Révolution ? Pour répondre à ces

questions, nous organiserons nos idées autour de trois points. D'abord, nous présenterons les modèles économiques existants. Ensuite, nous verrons lequel peut s'adapter aux aspirations économiques de Cuba et enfin, nous mettrons en rapport, la mondialisation et les acquis de la Révolution.

3. 1 – L'économie cubaine à la croisée des chemins

Les évolutions socio-économiques intervenues au cours des siècles passés, notamment les XIXe et XXe siècles, ont amené les économistes d'alors à élaborer des modèles de gestion susceptibles de relever les défis économiques du moment. De théories en théories, l'on est aujourd'hui attaché à deux modèles économiques fortement implantés. D'une part, le libéralisme économique, d'autre part le socialisme de marché. Le libéralisme économique est un modèle économique qui a pris nettement forme à partir de 1820 (Piriou, 1997, p.68a). Dans ce modèle, l'Etat n'intervient pas dans l'activité économique.

Il existe un marché libre dans tous les secteurs de production qui permet de réguler l'activité économique. La priorité est accordée aux investissements privés. Le capitalisme repose sur la propriété privée des moyens de production. Il peut se déplacer au gré des opérateurs économiques et l'un des objectifs principaux des capitalistes est de tirer le maximum de profits personnels.

Après la chute du mur de Berlin (1989), le capitalisme originel a fait sa mue et se présente sous une nouvelle forme : le capitalisme néolibéral. Dans le nouveau contexte, l'Etat peut intervenir dans l'activité économique et dans les litiges entre les entreprises, mais de façon très limitée. Ce modèle économique est celui qui gouverne la plus grande partie du monde. Il est à l'origine de la mondialisation.

Quant au socialisme de marché essentiellement pratiqué en Chine et au Vietnam, il dérive des travaux d'Oscar Lange (Piriou, 1997, p.68b). Cet économiste polonais a élaboré dans les années 1920, un modèle de planification économique dans lequel, en situation de libre échange, l'Etat possède les moyens de production et détermine les prix. En 1976, lorsque le Président Deng Xiaoping est arrivé au pouvoir en Chine, il a entamé une série de réformes pour redynamiser l'économie de son pays. En substance, il a ouvert le pays aux Occidentaux et a procédé à une libéralisation propre à la Chine. Dans ce système, la libéralisation économique et le contrôle politique autoritaire se côtoient en une formule spécifique.

Le système permet le droit à la propriété privée. Mais l'Etat tient en main les piliers de l'économie. Les secteurs bancaire et sidérurgique, des télécommunications, des transports, de l'énergie et de l'exploitation minière sont la chasse gardée de l'Etat. En outre, l'appareil

d'Etat n'est pas aux mains d'entrepreneurs capitalistes. Ceux-ci ne peuvent pas, comme dans le système capitaliste néolibéral, s'unir en une classe socio-économique prédominante. Par conséquent, ils ne peuvent déterminer la politique socio-économique de la nation. Enfin, le fonctionnement du marché diffère de celui du capitalisme de marché (Kuno, 2014a).

Dans le socialisme de marché, pour ce qui concerne la Chine, il y a une relation d'unité et de lutte entre l'Etat et le marché. Dans cette relation, l'Etat est le facteur le plus fort qui détient le pouvoir de décision. Bien que le marché soit le principal instrument de répartition des moyens disponibles aux entreprises, il n'est pas libre pour autant. Certes, l'Etat encourage les investissements privés. Mais sa préférence va aux entreprises d'Etat. Le marché fonctionne dans les limites du système social. L'Etat établit, dans ses Plans de développement et dans sa politique journalière, les besoins, les priorités et adopte les mesures correctives en cas de difficultés (Habel, 2001a).

Il importe d'indiquer qu'après la dislocation du bloc de l'Est, le modèle économique soviétique n'a plus tenu la route. Il s'est effondré et l'ensemble des pays socialistes dont l'économie était calquée sur ce modèle a été contraint de rechercher sa propre voie. Beaucoup ont vite fait d'embrasser le modèle néolibéral imposé par les Occidentaux. Mais d'autres comme la Chine, la Corée du Nord, le Vietnam et Cuba ont refusé d'avalier la pilule telle que présentée.

Pendant que Cuba, décidé à résister au capitalisme international, refusait tout contact avec le monde occidental, la Chine et d'autres pays socialistes d'Asie ont su opérer le dépassement nécessaire pour amorcer un développement économique aujourd'hui fulgurant. La percée du socialisme de marché en Asie fait rêver plus d'un pays dans le monde, notamment l'Etat cubain qui peine à trouver une politique économique porteuse.

Le refus constant du régime cubain d'adhérer pleinement au système néolibéral et l'incapacité des autorités à trouver une voie économique propre leur permettant de sortir le pays de l'impasse socio-économique, étaient des obstacles permanents à l'émergence économique du pays. Mais depuis l'arrivée de Raoul Castro au pouvoir, des réformes significatives sont en cours de réalisation, toutes choses qui portent à croire que dans un avenir plus ou moins proche, Cuba optera inéluctablement soit pour le socialisme de marché, soit pour le néo-libéralisme économique.

3. 2 – Le néolibéralisme économique ou le socialisme de marché ?

Grâce à l'arrivée au pouvoir des Présidents Raoul Castro à Cuba (2008) et Barack Obama aux Etats-Unis (2009), la nation cubaine ne vit plus en autarcie. Après plusieurs

décennies d'interdiction de participer aux assises de l'OEA et d'adhérer à toutes les organisations économiques, politiques et sociales en Amérique, Cuba sort peu à peu de son isolement et peut désormais signer des accords de coopération avec des pays tiers (Miroff, 2012a). En 2009, les autorités cubaines ont été invitées au Sommet des Amériques tenu à Trinité et Tobago. En dehors de ce cadre, le Président cubain a effectué des voyages à l'étranger et a conclu des accords politiques, économiques et sociaux avec des partenaires de son choix (Miroff, 2012b).

En Asie, Cuba entretient des rapports économiques avec les pays émergents, notamment la Chine et le Vietnam. En Europe, La Havane est connectée à l'Union Européenne en général et en particulier à l'Espagne. En Amérique, l'île échange avec le Canada, le Mexique et l'ensemble des pays de l'ALBA, notamment le Venezuela (Lemieux, 2012a). Aujourd'hui, des échanges sont en partie permis entre Cuba et les Etats-Unis. Cuba est de nouveau dans le concert des nations. Mais, les seules initiatives partenariales ne suffisent pas à corriger les imperfections de l'économie. L'île est obligée d'opérer un choix économique clair pour redynamiser son économie (Lemieux, 2012b).

A cause de cet impératif, le Président Raul Castro ne cesse de multiplier les actions à cet effet. Depuis qu'il est aux affaires, il a entrepris une série de réformes dans plusieurs secteurs. S'agit-il d'un dérapage vers le néo-libéralisme ambiant ou de petits pas en direction du socialisme de marché ? Pour répondre à ces questions, il est utile de passer les réformes en revue. En 2010, le Président Raul CASTRO a annoncé «les mises à jour». Trois ans après cette annonce, près de 40 000 Cubains possèdent désormais une licence d'auto-employeur qui leur permet de travailler de manière indépendante (Miroff, 2012c).

Le gouvernement s'est engagé à accroître la production alimentaire en louant près de 3 000 000 d'hectares de terres du domaine public aussi bien à des agriculteurs privés qu'à des coopératives indépendantes (Miroff, 2012d). Des milliers de petits *snack-bars* et des restaurants privés ont transformé l'apparence des villes et des villages du pays. Tous les prêts sont consentis à long terme sans coûts supplémentaires. Aussi, les Cubains peuvent désormais acheter et vendre leurs maisons ou appartements (Miroff, 2012e).

Au niveau des emplois, 22% des Cubains ont trouvé un emploi hors du circuit public en 2012 contre 16% en 2010 (Miroff, 2012f). Même si le choix de la profession libérale est conditionné par une liste de métiers préétablie, les Cubains peuvent exercer à titre privé. Malgré la persistance de forces hostiles à l'initiative privée, la situation évolue progressivement. D'ailleurs le Président Raul Castro a déclaré que : «Le changement

viendrait sans hâte, mais sans pause» (Miroff, 2012g). C'est dire qu'il entend aller progressivement au-delà des réformes actuelles.

Son projet à long terme est de s'inspirer de l'expérience de ses homologues d'Asie. Lors de son voyage qui l'a conduit en Chine, au Vietnam et en Russie en 2012, il a déclaré à Pékin et à Hanoï que Cuba a la volonté d'adopter un modèle de développement économique similaire à celui des pays communistes d'Asie. Cette précision montre que l'Arc Insulaire est plus séduit par le socialisme de marché pratiqué en Asie que le libéralisme économique défendu par les Occidentaux. Mais jusqu'ici, une question demeure : l'Etat cubain va-t-il embrasser l'économie de marché à la chinoise ou à la vietnamienne ?

La Chine et le Vietnam sont aujourd'hui les deux premières locomotives de l'économie asiatique (Kuno, 2004b). Sur plusieurs marchés du monde, Chinois et Vietnamiens rivalisent. Même si la Chine est présentée comme la première puissance économique mondiale, le Vietnam n'a rien à envier à la Chine du point de vue performance économique et réussite sociale. En l'espace d'une génération, le pays est passé d'une pénurie généralisée, d'une économie tout à fait centralisée, à une économie mixte qui est aujourd'hui l'une des plus dynamiques en Asie. C'est l'économie de marché à orientation socialiste. Tout a commencé dans les années quatre-vingts (Kuno, 2004c).

En 1986, l'Etat vietnamien a lancé le *Doi Moi*. En 1991, le pays a normalisé ses relations avec la Chine. En 1994, il a obtenu la levée de l'*embargo* américain suivi en 1995 de la normalisation de ses relations diplomatiques avec les Etats-Unis et de son entrée au sein de l'ASEAN. Depuis 2003, la croissance moyenne par an est de 7%. En 2007, le taux de croissance du PIB a atteint un sommet de plus de 8,5% (Camroux & Hien, 2012a). Le Vietnam arrive en deuxième position après la Chine. Il est aussi devenu le deuxième exportateur mondial de riz et de café respectivement après la Thaïlande et le Brésil. Le pays a considérablement réduit le taux de pauvreté nationale. Dans la classification de la Banque mondiale, le Vietnam a quitté la catégorie des pays à faibles revenus pour rejoindre celle des pays à revenus intermédiaires.

La nation vietnamienne a intégré l'OMC, Organisation Mondiale du Commerce en 2007 et s'est engagée à assainir l'environnement des affaires. Un code d'investissement attractif a été élaboré. Outre les accords multilatéraux, le Vietnam a multiplié les rapprochements bilatéraux avec les Etats-Unis (2001), le Japon (2008), et plusieurs pays européens. Tous ces avantages ont fait du pays, un pôle d'investissement attractif. Depuis l'année 2000, le pays enregistre 10 000 entreprises de plus chaque année. Il compte aujourd'hui plus de 200 000 entreprises (Camroux & Hien, 2012b). Environ 1,6%

appartiennent à l'Etat, 95,7% sont privées et 2,7% relèvent des investissements étrangers. Le budget de l'Etat est alimenté à hauteur de 40% par les investissements directs étrangers, 30% par les entreprises d'Etat et 30% par le secteur privé national (Le Point, 201a).

Au regard de ce qui précède, le Vietnam présente un profil économique attrayant par rapport à la Chine qui, selon les analystes, pourrait connaître une récession économique à l'orée 2020 (Le Point, 2012b). C'est pourquoi de plus en plus, les autorités cubaines penchent pour le modèle économique vietnamien. Ce modèle est actuellement en étude à La Havane en vue de maîtriser son système de fonctionnement. Le Président Raúl Castro a même confié à feu le Président Hugo Chavez que le modèle économique vietnamien correspond bien aux aspirations économiques de son pays (Le Point, 2012c). Le modèle de développement économique vietnamien, l'économie de marché à orientation socialiste, semble être celui que Cuba adoptera. Mais ce modèle laisse une place importante au capital privé et s'insère bien dans le processus de mondialisation malgré ses contrecoups. Cuba devra donc faire face à une épreuve dans laquelle les acquis de la Révolution seront en jeu.

3. 3 – La mondialisation et les acquis de la Révolution

Opérer une ouverture partielle de l'économie aux initiatives et capitaux privés ou recourir à l'économie de marché à la vietnamienne revient à accepter les exigences du marché international, donc de la mondialisation. A partir des réformes de la période spéciale, commencée en 1992 et poursuivie en 1995, l'Etat cubain essaie de s'insérer dans le processus de globalisation. Certains éléments de l'économie de marché sont progressivement introduits malgré les barrières de l'*embargo* (García, 2006a).

L'ouverture du pays aux capitaux privés et étrangers s'est traduite par l'implantation de plusieurs entreprises mixtes associant l'Etat cubain et le capital étranger. Les premières *joint-ventures* avaient été entamées en 1987 avec des entreprises espagnoles du secteur touristique. L'objectif était de profiter du savoir-faire des professionnels péninsulaires. Il visait aussi la préparation des attraits touristiques de l'île à un assaut massif de touristes occidentaux. Le nombre des associations économiques, dans lesquelles l'Etat cubain possédait 51% des parts, s'est accru au fil du temps. De 50 en 1992, il est passé à 260 en 1996 (García, 2006b).

Une législation généreuse a permis des investissements étrangers dans 34 branches de l'économie, avec l'exception de la défense nationale, de l'éducation et de la santé. Plus de 50 pays étaient impliqués. Les plus présents étaient le Mexique, le Canada, l'Espagne, l'Italie, et dans une moindre mesure les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et la France. En septembre 1995,

le dernier amendement de la Loi 77 sur les investissements étrangers a permis des participations étrangères à hauteur de 100% (García, 2006c). La Loi a aussi autorisé la création de quatre zones franches, pouvant accueillir les capitalistes étrangers à des conditions particulièrement "libérales". L'introduction d'éléments libéraux dans le tissu de l'économie socialiste a nécessité des changements structurels profonds, lesquels ont quelquefois affecté les acquis sociaux de la Révolution. Les efforts d'ajustement structurel ont mis le peuple cubain à rude épreuve.

Avant la disparition du bloc de l'Est et l'instauration de la Période Spéciale, les Cubains vivaient dans un Etat-providence. Les biens et services étaient fournis gratuitement à tous ou à des prix sociaux. Les besoins essentiels tels que la santé, l'éducation et le sport étaient gratuitement satisfaits. D'autres, en l'occurrence l'électricité, le gaz, les loisirs, la culture, le transport et les biens de consommation de base étaient considérablement subventionnés. Enfin, la majorité de la population cubaine vivait au-dessus du seuil de pauvreté (García, 2006d). Mais lorsque le pays a perdu tous les subsides financiers d'antan et qu'il est rentré dans la récession économique, tous les avantages sociaux ont connu un déclin. Pis, les acquis de la Révolution sont aujourd'hui de plus en plus minés par les pratiques capitalistes qui s'installent dans l'économie.

La dépénalisation du dollar en 1992, même si elle est limitée à présent, l'incitation au développement du tourisme et la pénétration du capital privé attirent de nombreux hommes d'affaires et plusieurs milliers d'aventuriers qui diffusent au sein de la population cubaine, des idées politiques contraires aux canons du Parti Communiste Cubain. Les autorités cubaines ont critiqué cette réalité: «Les touristes, les hommes d'affaires étrangers et les diplomates sont potentiellement dangereux pour Cuba puisqu'ils apportent avec eux, des idées étrangères». (García, 2006e)

L'usage légal ou illégal de devises étrangères, notamment le dollar, permet aux Cubains exilés d'envoyer de l'argent (*las remesas*) à leurs familles restées sur place. Ces envois constituent la deuxième manne financière après le tourisme. Ils créent une inégalité de pouvoir d'achat entre ceux qui ont des parents à l'extérieur et la majorité qui n'en a pas. De même, le développement sans cesse croissant du tourisme et le commerce fait en devises et *pesos* convertibles creuse de plus en plus un fossé d'inégalité entre les citoyens insulaires et menace l'égalité sociale, l'un des premiers acquis de la Révolution.

En admettant le dollar comme moyen de paiement courant, le régime avait pour objectif de lutter contre le marché noir. Non seulement la lutte s'est avérée inefficace, mais aussi, l'autorisation du dollar a divisé la population en deux catégories. La moitié des Cubains

a directement ou indirectement accès au dollar. Il lui permet d'acheter les biens de consommation inaccessibles avec les *pesos*. L'autre moitié se contente d'une offre limitée de produits vendus contre les *pesos*. L'inégalité s'observe aussi au niveau des avantages liés aux différents secteurs d'activités.

Ceux qui travaillent dans le secteur du tourisme, perçoivent des primes élevés et souvent en dollars tandis que les employés des autres services se contentent du *peso* versé par l'Etat. Une autre conséquence et non des moindres est la résurgence des vieux fléaux. Pratiquement inexistante avant la période spéciale, la prostitution s'affirme de plus en plus dans les artères principales de la Havane. Elle attire continuellement des vagues importantes de touristes en provenance d'Europe d'Amérique du Nord et d'Asie.

Aujourd'hui, l'on compte plus de 6 000 prostituées enregistrées à La Havane (García, 2006f). Ce nombre est loin des 100 000 d'avant la révolution. Mais les bases d'une *mafia* de la prostitution et des autres vices qui en découlent semblent être jetées. Au demeurant, l'accès aux zones d'installation touristique regroupant les faunes les plus riches, les paysages les plus spectaculaires et les plages les plus idylliques reste interdit à la population locale. Les frustrations liées à ce que les Cubains appellent l'*apartheid* touristique sont réelles et risquent d'atteindre la fibre patriotique des Insulaires.

En outre, le taux de chômage qui était de 3,4% en 1993, est passé à 10% en 1996 avant d'atteindre les 30% en 1998 (García, 2006g). Cependant, ces chiffres sont à prendre avec précaution car le phénomène du chômage déguisé demeure significatif. Cette réalité ruine les espoirs de lendemains meilleurs. La crise permanente de l'économie se ressent directement dans les assiettes. La ration alimentaire publique fournie aux familles à travers la *libreta* est aujourd'hui considérablement réduite du point de vue qualitatif et quantitatif. En substance, les rations de base sont devenues tellement insuffisantes qu'à peine suffisent-elles à satisfaire les détenteurs de *libreta*. Elles arrivent juste à éviter la disette. Pour combler le déficit, l'Etat et les citoyens cubains s'approvisionnent sur les nouveaux marchés agropastoraux. Les acteurs privés et les Unités de production coopérative (UBPC), contrôlent 75% des terres de culture cédées par l'Etat (García, 2006h).

Ils vendent à leurs clients, un éventail de produits agricoles à des prix du marché eu égard aux coûts de production élevés. Les autorités espèrent faire baisser les prix. Mais jusque-là, l'évolution des marchés ne permet pas encore un approvisionnement à des prix réduits. Enfin, les nouveaux partenariats et accords économiques signés par les autorités ainsi que la nécessité de devises étrangères suffisantes pour alimenter l'économie, accroissent

continuellement la dette extérieure et hypothèquent les perspectives d'un développement durable.

Le blocage du flux économique par l'*embargo* a contraint les autorités cubaines à connecter le pays au système économique international. Cette ouverture, si partielle soit-elle, a fragmenté les structures sociales existantes et tend à remettre en cause l'ensemble des acquis sociaux de la Révolution. La quasi gratuité dans l'éducation, dans la santé, dans le rationnement alimentaire et le principe de l'égalité entre tous les citoyens cubains sont affectés.

En guise de conclusion

Les Cubains ont pris des décisions draconiennes sous la contrainte des pesanteurs extérieures. La Période Spéciale s'est imposée à Cuba à cause de la dislocation de l'URSS et du Comecon à la fin des années 1980. La crise a touché tous les secteurs de l'économie parce que les Etats-Unis ont renforcé l'*embargo* avec les lois Torricelli et Helms-Burton. Ces lois avaient pour but d'asphyxier l'économie de sorte que les Cubains affamés se révoltent contre le régime révolutionnaire. Les mesures d'ajustement structurel prises par Fidel Castro en 1992 et 1995 sont des dispositions contraires aux exigences du système social cubain. Mais les Cubains les ont acceptées parce que la survie de la Révolution en dépendait.

Les réformes introduites pour *booster* l'économie peine à sortir le pays du marasme économique parce que l'essentiel des restrictions américaines demeurent et plombent les efforts faits dans ce sens. Par ailleurs, l'action néfaste des groupes contrerévolutionnaires, les entraves des *lobbies* affairistes américain et cubain et surtout l'opposition du Congrès américain à la levée totale de l'*embargo* sont d'importants obstacles au développement. La nécessité de préserver le système socialiste et de parvenir à relever l'économie oblige les autorités de Cuba à opérer davantage de réformes. L'introduction de petites doses de pratiques économiques capitalistes vise à redonner un nouveau souffle à l'économie nationale. Les faits présentés sont les arguments qui fondent notre première hypothèse spécifique.

Les Cubains restent attachés à la Révolution parce qu'ils bénéficient de meilleurs services sociaux. Malgré la perte des aides tirées de la coopération avec le Comecon, du renforcement de l'*embargo* et de l'observation de la cure d'austérité, les troubles attendus par les ennemis de la Révolution ne se sont pas signalés. Les services sociaux tels que l'éducation, la santé et la culture reçoivent toujours d'importantes subventions de l'Etat. Alors que l'ajustement structurel imposé par le FMI en Amérique Latine a été un échec au Mexique,

en Colombie et au Venezuela en matière de la protection de l'emploi, les Cubains ont été ménagés par leur gouvernement en matière d'emploi.

Ceux des travailleurs déflatés dans des circonstances exceptionnelles ne sont pas laissés pour compte. Ils sont reclassés dans d'autres activités. Dans certains secteurs, l'Etat a offert aux employés remerciés des cours de recyclage professionnel et l'équivalent de 60 % de leur salaire jusqu'à ce qu'ils trouvent un emploi. L'Etat s'active contre la dégradation des emplois, des salaires et des programmes sociaux.

Les contrôles étatiques ont permis de maintenir le bon niveau des services publics : éducation, santé, eau, gaz, électricité. L'idée de verser un salaire et d'offrir de la formation à ceux qui ont été licenciés, répondait au souci de préserver les acquis sociaux. L'Etat assiste les demandeurs d'emploi par l'intermédiaire d'un service d'embauche. Les niveaux d'éducation et de santé, en particulier des enfants, sont comparables ou supérieurs à ceux des pays riches.

C'est une réussite exceptionnelle dans les Caraïbes et en Amérique Latine. Le bon niveau des prestations du système de santé cubain est demeuré un atout majeur pour le peuple. Les Cubains sont encouragés à se procurer des devises, par les *remesas* et les échanges avec les étrangers. Ils peuvent exercer, à titre privé, des activités génératrices de revenus. Au regard des réalités soulevées, notre deuxième hypothèse spécifique est confirmée.

La Révolution pourrait connaître des transformations dans les années à venir eu égard à l'ouverture progressive de l'économie au marché international et à l'actualisation des stratégies de développement. Les transformations socioéconomique et politique de la société cubaines seront inéluctables à cause des ajustements structurels en cours et de ceux envisagés par les autorités actuelles. L'acceptation et l'encouragement des initiatives privées, l'autorisation des entreprises étrangères capitalistes dans plusieurs secteurs de l'économie et la probable adoption du *Doi Moi* vietnamien sont les signes annonciateurs de cette mutation.

Références documentaires

CAMROUX, David & HIEN, Laëtitia DO Benoit (2012). «Vietnam : le Doi Moi ou la politique du renouveau, Viêt Nam : après 25 ans de renouveau, des succès à conforter». *Meridianes*, repéré à <https://meridianes.org/2012/03/24/vietnam-le-doi-moi-ou-la-politique-du-renouveau/>

DAN Nhân (2017). «Le Vietnam et Cuba souhaitent intensifier la coopération dans le secteur de la cryptographie». *Nhân Dân*, repéré à <http://fr.nhandan.com.vn/item/3356871-le-vietnam-et-cuba-souhaitent-intensifier-la-cooperation-dans-le-secteur-de-la-cryptographie.html>

DE LA PEÑA, Karina (2014). «Causas del derrumbe del socialismo euro-soviético y las consecuencias para Cuba». *Monografías*, repéré à <http://www.monografias.com/trabajos15/socialismo-derrumbe/socialismo-derrumbe.shtml>

GARCIA, Robert (2006). «Coups bas sur Cuba. Le paradis assiégé». *Globenet*, repéré à <http://www.globenet.org/archives/web/2006/www.globenet.org/horizon-local/astm/as64cu.html>

HABEL, Janette (2001). «Socialisme et marché: Chine, Vietnam, Cuba». *Centre tricontinental*, repéré à <https://www.monde-diplomatique.fr/2001/07/habel/7848>

HERNANDEZ, Tania (2016). «Cuba-Etats-Unis: La Loi Torricelli, une aberration à caractère extraterritorial». *Bolivar Infos*, repéré à <http://bolivarinfos.over-blog.com/2016/03/cuba-etats-unis-le-loi-toricelli-une-aberration-a-caractere-extra-territorial.html>

HOFFMANN, Bert (1997). «¿Helms-Burton a perpetuidad? Repercusiones y perspectivas para Cuba, Estados Unidos y Europa ». *Nueva Sociedad*, repéré à <http://nuso.org/articulo/helms-burton-a-perpetuidad-repercusiones-y-perspectivas-para-cuba-estados-unidos-y-europa/>

JOHNSON, Pierre Marc & FERREIRA, Sibylle (1996). «La Loi Helms-Burton et ses conséquences pour les investisseurs canadiens : où en sommes-nous à l'aube d'un rapprochement entre les États-Unis et Cuba?». *Lavery*, repéré à <http://www.lavery.ca/fr/publications/nos-publications/1899-la-loi-helms-burton-et-ses-consequences-pour-les-investisseurs-canadiens-ou-en-sommes-nous-a-laube-dunrap-prochement-entre-les-etats-unis-et-cuba-.html>

KAUFMAN PURCELL, Susan (2003). «La loi Helms-Burton et l'embargo américain». *Documents*, 201, 704-778, repéré à [file:///C:/Documents20and0Settings/windows/Bureau/Loi 20Helms-Burton-20consequences201.pdf](file:///C:/Documents20and0Settings/windows/Bureau/Loi%20Helms-Burton-20consequences201.pdf)

KUNO, Sophie (2004). «La construction de l'économie socialiste de marché». *Le Monde*, repéré à http://www.lemonde.fr/economie/article/2004/01/21/la-construction-de-l-economie-socialiste-de-marche_349978_3234.html

TAN SANG, Truong (2012). «Cuba: Raúl Castro en visite chez son fidèle allié vietnamien». *20minutes*, repéré à <https://www.20minutes.fr/monde/967837-20120708-cuba-raul-castro-visite-chez-fidele-allie-vietnamien>

LEMIEUX, Hector (2012). «Castro fait ses emplettes chez ses vieux alliés (De pékin à Moscou en passant par Hanoï, la tournée internationale du président cubain a des allures de guerre froide)». *Le Figaro*, repéré à <http://www.lefigaro.fr/international/2012/07/11/01003-20120711artfig00539-castro-fait-ses-emplettes-chez-ses-vieux-allies.php>

LEMOINE, Maurice (2011). «Etat de siège. Les sanctions économiques des Etats-Unis contre Cuba». *Le Monde Diplomatique*, repéré à <https://www.monde-diplomatique.fr/2011/12/Lemoine/47069>

LOPEZ, Françoise (2016). «Cuba : La Loi Helms Burton, 10 ans d'existence et toujours debout!». *Bolivar Infos*, repéré à <http://bolivarinfos.over-blog.com/2016/03/cuba-la-loi-helms-burton-10-ans-d-existence-et-toujours-debout.html>

MARTINE, Joël (2006). «Cuba : le socialisme a-t-il un avenir ?». *Joël Martine Free*, repéré à <http://www.joel.martine.free.fr/Alternativeseconomiques/cubahypotheses.rtf>

MESA-LAGO, Carmelo (1991). «El proceso de rectificación en Cuba: Causas, Políticas y Efectos Económicos». *Dialnet*, repéré à <https://dialnet.unirioja.es/descarga/articulo/27122.pdf>

MIROFF, Nick (2012). «Cuba tentée par la révolution capitaliste?». *Jolpress*, repéré à <http://www.jolpress.com/article/international-cuba-systeme-economique-le-modelelibe22.html>

PARANAGUA, Paulo A. (2011). «A Cuba, l'Etat licencie et réduit les acquis sociaux». *Le Monde*, repéré à http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2011/01/06/a-cuba-l-etat-licencie-et-reduit-les-acquis-sociaux_1461799_3222.html

PIRIOU, Jean-Paul (1997). *Lexique des sciences économiques et sociales*. Paris, France: La Découverte.

RWIGAMBA, B. (2001). *Cours de méthodologie de recherche*. Kigali, Rwanda : ULK.